



[\(/338176/sections/presidentielle-americaine-2020\)](/338176/sections/presidentielle-americaine-2020)

Joe Biden l'a emporté, mais le combat n'est pas gagné

Le candidat démocrate a promis de « mieux reconstruire » la société américaine. Sa marge de manœuvre à la Maison-Blanche sera très réduite si les démocrates n'arrachent pas le Sénat aux républicains...



AFP



Par **[Dominique Berns \(/6335/dpi-authors/dominique-berns\)](/6335/dpi-authors/dominique-berns)**

Journaliste au service Economie

Le 7/11/2020 à 18:02

Le candidat Joe Biden a promis de revenir non pas quatre ans, mais... quarante ans en arrière. Son programme propose de renverser la politique « du moins d'impôt (pour les plus riches) et moins d'État » de son prédécesseur. Mais aussi d'offrir aux Américains un horizon qu'on peut qualifier de « social-démocrate » – par-delà quatre décennies d'affaiblissement de la classe moyenne américaine, de stagnation du salaire médian et de laisser-aller des infrastructures publiques, que son propre parti n'avait pas, même sous Barack Obama, réellement tenté de contrarier. À la Maison-Blanche, le nouveau président pourra-t-il « mieux reconstruire » – Build Back Better, disait son slogan de campagne – la société américaine ?

LIRE AUSSI

Joe Biden veut ressusciter la classe moyenne (<https://plus.lesoir.be/333461/article/2020-10-23/joe-biden-veut-ressusciter-la-classe-moyenne?referer=%2Farchives%2F recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sc>)

« Les défis sont immenses, explique David de la Croix, professeur d'économie à l'UC Louvain et membre de l'IRES-Lidam. Or, on s'imagine souvent – à tort – qu'aux États-Unis, le président est tout puissant ; c'est faux. Il l'est nettement moins que le président français par exemple. Les États-Unis sont un pays très décentralisé, ce qu'on sous-estime en Europe. Il est à craindre également que les Démocrates n'obtiennent pas la majorité au Sénat. Et cela va considérablement réduire la marge de manœuvre de Joe Biden ».

De fait, si toute l'attention, en particulier en Europe, s'est portée ces derniers jours sur le coude à coude entre les deux candidats à la présidentielle, la bataille pour le Sénat est également cruciale : les Démocrates doivent s'emparer de la chambre haute, dominée aujourd'hui par les Républicains (avec 53 sièges sur 100) si Joe Biden veut pouvoir légiférer sur des questions clés telles que la santé, l'immigration ou le changement climatique. La bataille est loin d'être gagnée ; elle pourrait durer jusqu'en janvier.

L'urgence : un deuxième plan de soutien

À très court terme, le premier défi pour les Démocrates sera de négocier, avant même l'entrée à la Maison-Blanche de Joe Biden, un deuxième plan de soutien à l'économie. Démocrates et républicains y travaillent sans succès depuis juillet. Or, il est urgent d'aboutir », embraye Florence Pisani, directrice de la recherche chez Candriam et enseignante à l'Université Paris Dauphine.

« Le premier plan de soutien, le Cares Act d'un montant de 2.700 milliards de dollars, prévoyait un supplément d'allocation de chômage de 600 dollars par semaine jusqu'en juillet dernier. Par décret présidentiel, Donald Trump a prolongé la mesure, mais réduit le montant de moitié. Les fonds sont épuisés. Et les allocations de chômage, prévues pour 9 mois, vont également disparaître à la fin de l'année. Sans nouveau plan, un grand nombre d'Américains vont se retrouver sans ressource. Or, il manque, par rapport à la période d'avant la pandémie, près de 10 millions d'emplois aux États-Unis, où le système de

chômage temporaire n'existe pas. Un certain nombre d'États, souvent démocrates, sont également en grande difficulté : ils ont vu leurs recettes baisser – tout particulièrement les revenus tirés de leur taxe sur les ventes (sales tax) – et leurs dépenses augmenter, car ils financent une partie des allocations de chômage. Le Cares Act avait prévu des transferts en provenance de l'État fédéral. Il faudrait les renouveler. Sinon les États et les collectivités, qui ne peuvent s'endetter que pour investir, vont devoir réduire leurs dépenses courantes... et licencier des fonctionnaires – c'est d'ailleurs déjà en cours. »

Pour Florence Pisani, un deuxième plan d'urgence devrait pouvoir être négocié, même si les transferts aux États et collectivités locales « seront sans doute inférieurs ce que les démocrates souhaiteraient. Le Congrès saura se montrer pragmatique, pour éviter une rechute de l'économie, d'autant que des aides seront également prévues pour les secteurs économiques les plus affectés, comme l'aérien ». Petite complication : si ce plan doit entrer en vigueur avant l'investiture, le 20 janvier, il devra être signé par le président actuel.

Un programme amputé ?

Mais l'enjeu véritable de cette présidence sera la mise en œuvre du programme de Joe Biden, qui prévoit des dépenses supplémentaires, à hauteur de plus de 7.000 milliards de dollars sur dix ans, pour rénover les infrastructures publiques et favoriser la transition écologique, développer l'accueil de la petite enfance et l'accès à l'enseignement supérieur, favoriser la relocalisation d'emplois dans la région désindustrialisée de la Rust Belt et accroître de nombreux programmes sociaux, notamment en soins de santé.

Mais voilà : Joe Biden veut financer ces dépenses additionnelles par un relèvement des impôts des plus aisés et des entreprises, dont ne veulent pas entendre parler les républicains. « Sans majorité au Sénat, et faute de trouver un compromis avec les républicains, le président démocrate devra envisager la procédure dite de « réconciliation budgétaire », laquelle permet l'adoption à la majorité simple, à condition que le paquet soit équilibré, que la hausse des dépenses soit compensée par une hausse des recettes. Pour une partie de son programme, Joe Biden pourrait réussir à obtenir le soutien de quelques sénateurs républicains », explique Florence Pisani, citant par exemple les investissements dans les infrastructures publiques, qui étaient au programme de Donald Trump –

qui l'avait en effet promis, mais ne l'a pas fait. « En revanche, le volet social serait plus difficile à faire passer », note Florence Pisani.

Pour la directrice de la recherche économique de Candriam, Joe Biden aurait également peu de chance d'obtenir la hausse du salaire minimum fédéral de 7,25 à 15 dollars de l'heure. « Sans doute beaucoup d'Etats ont-ils déjà relevé le salaire minimum. Mais l'enjeu est important pour le nouveau président : même s'il existe des dérogations pour les serveurs ou pour les ouvriers agricoles, un plancher fédéral à 15 dollars pour le salaire minimum permettrait une hausse du niveau de vie des salariés les plus pauvres ».

Un enjeu fondamental

« Sous les deux mandats de Barack Obama, la reprise n'avait pas profité aux 50 % des Américains les moins aisés. Le salaire médian stagne depuis trente ou quarante ans ; de même que les bas salaires, qui avaient cependant augmenté très légèrement avant la pandémie, sous l'effet de la tension sur le marché du travail, explique David de la Croix. Reconquérir les travailleurs pauvres est un défi majeur pour Joe Biden – et pour le Parti démocrate. Les résultats des élections montrent en effet que Donald Trump a recueilli des votes, dans ce segment de la population, non seulement parmi les Blancs, mais aussi parmi les minorités, comme par exemple les employés de casino du Nevada ».

LIRE AUSSI

Le monde n'en a pas fini avec le trumpisme (<https://plus.lesoir.be/336023/article/2020-11-04/presidentielle-americaine-non-le-monde-nen-pas-fini-avec-le-trumpisme?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26>)

Pour le professeur néo-louvaniste, « briser cette coalition entre une partie des élites et les plus pauvres est un défi dans une société où il y a peu de transferts sociaux. Sans doute un Etat-providence n'est pas à l'agenda du président démocrate, mais la mise en œuvre du volet social de son programme serait essentielle ».

« L'enjeu est également territorial, poursuit David de la Croix. Les cartes électorales montrent que les électeurs de Joe Biden vivent en majorité dans les villes ; et ceux de Donald Trump, dans les campagnes – et ce, quel que soit l'État,

qu'il soit bleu ou rouge. Ainsi, Manhattan a voté Biden ; mais Long Island est divisée : au plus on s'éloigne de Manhattan, au plus le vote Trump est important. La croissance des 30 dernières années a bénéficié aux villes. Les salaires y ont augmenté et sont plus élevés – c'est l'« urban premium ». Dans les endroits reculés, les salaires sont au même niveau qu'il y a trente ans ».

« À plus long terme, le défi, pour la société américaine, est de réactiver la mobilité sociale, dont de nombreuses études ont montré qu'elle était bien plus faible qu'auparavant. Une réforme du système éducatif – dont le niveau, en primaire et en secondaire, est très bas, et inégal – serait nécessaire. Le président ne peut pas faire grand-chose : s'il existe quelques programmes fédéraux, l'enseignement est géré par les États et les comtés. En revanche, la rénovation des infrastructures publiques dans les zones désavantagées permettrait de faire un premier pas. »

Sans majorité au Sénat, le président démocrate aurait également beaucoup de mal à lancer la transition écologique qu'il a promise en campagne, ajoute Florence Pisani, même s'il pourra sans doute réintroduire une partie des réglementations environnementales supprimées par Donald Trump.

« Le vrai risque, conclut-elle, c'est de voir le président démocrate incapable d'appliquer les grandes lignes de son programme et condamné à attendre les élections de mi-mandat, dans deux ans, pour espérer une majorité dans les deux chambres. » Mais sans garantie de l'obtenir...

LIRE AUSSI

De la guerre commerciale à la rivalité stratégique avec la Chine

(<https://plus.lesoir.be/334927/article/2020-10-30/le-monde-selon-donald-trump-et-joe-biden-de-la-guerre-commerciale-la-rivalite?referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort>)



Commentaire *

Signature * Bibliothèque Ires Sylvie

[Quelques règles de bonne conduite avant de réagir \(http://plus.lesoir.be/services/charte\)](http://plus.lesoir.be/services/charte)

Poster

Posté par Crl roberto, dimanche 8 novembre 2020, 13:20

Il y a pas mal de zones sombres dans cette élection. et l'hystérie des médias me semble démesuré, laissons la justice en décidé, si elle existe encore

[RÉPONDRE \(/COMMENT/REPLY/336574/213927\)](#)

Posté par Chalet Alain, dimanche 8 novembre 2020, 11:42

Tant mieux si Trump doit partir, mais cela ne veut pas dire que la politique voulue par Biden est idéale.. Un Sénat restant aux mains des Républicains serait sans doute souhaitable, car cela empêcherait Biden de trop dépenser. Ce qu'il devra trouver, c'est un juste milieu, sans excès dans un sens ou dans l'autre.

[RÉPONDRE \(/COMMENT/REPLY/336574/213907\)](#)

Posté par swinge olivier, samedi 7 novembre 2020, 19:50

Si, le combat est gagné. Trump a fini sa carrière. Il peut brasser son fric avec ses employés du Golf ça n'y changera rien. Biden a un enjeu majeur exécutable dès maintenant : stopper le racisme anti-noir, nettoyer sa Police, qui est un vrai symbole raciste (le KKK n'est plus d'actualité), affaiblir la NWRA, regarder vers l'Europe (enfin, ça dépend des pays !)

[RÉPONDRE \(/COMMENT/REPLY/336574/213756\)](#)